

Tanzanie : grave ingérence inédite de l'exécutif dans le monde des médias

Reporters sans frontières, 23.03.17 TANZANIE Ingérence étatique décomplexée en Tanzanie Reporters sans frontières (RSF) est gravement préoccupée par les déclarations du président de la République tanzanien, qui approuve l'irruption violente du gouverneur de province de Dar es Salaam dans les locaux d'une radio. L'organisation appelle les autorités tanzaniennes à laisser les médias travailler librement et à cesser toute interférence dans la liberté de la presse.

Une réaction en chaîne a été déclenchée par l'irruption, lundi 17 mars, dans les locaux de la radio-télévision FM du gouverneur de la province de Dar-es-Salaam, Paul Makonda, accompagné de policiers armés. Ces derniers ont ordonné au personnel de diffuser une vidéo, qui incriminait le pasteur Josephat Gwajima, connu pour son opposition au gouverneur. Le gouverneur avait d'ailleurs tenté de le discréditer en l'accusant d'être impliqué dans un trafic de drogue pour autant réussir à produire des preuves convaincantes. Au vu du contenu de la vidéo, le personnel de la radio a refusé de la diffuser. Loin de condamner cette intrusion, le président de la République a blâmé l'intervention de son gouverneur. « Moi, en tant que président, je ne me laisse pas dicter ce que je dois faire. C'est moi qui décide qui doit être arrêté. Ainsi donc, toi, Makonda, fais ton travail et ignore le reste », a-t-il déclaré publiquement lors de l'inauguration d'un chantier à Dar es Salaam.

Reporters sans frontières a également appris que le ministre de l'Information, Nape Nnauye, qui s'était rendu sur place et avait annoncé l'ouverture d'une enquête gouvernementale, vient d'être limogé sans explications. « On assiste aujourd'hui en Tanzanie, à une grave ingérence inédite de l'exécutif dans le monde des médias », déclare Claire Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. Ces derniers évoquent des faits qui montrent à quel point le pouvoir est décomplexé dans ses attaques contre la liberté de la presse. Le président Magufuli affirme vouloir lutter contre la corruption et instaurer un Etat de droit, mais cela ne peut arriver sans respect des lois. Ce type d'attitude arbitraire va totalement à l'encontre de ceci. Nous demandons aux autorités tanzaniennes de cesser les attaques répétées contre la presse et de respecter la liberté d'information. Le président Magufuli, surnommé « katingatinga » (le bulldozer en Swahili) a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille numéro un. Néanmoins ses méthodes tristes et répressives sont souvent critiquées, ce qu'il supporte mal. Dès son arrivée au pouvoir, il s'est attaqué à la liberté de la presse. Plusieurs radios ont été suspendues en l'espace de quelques dizaines de personnes sont poursuivies en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux. Les journalistes rencontrés par RSF expliquent avoir perdu toute marge de manoeuvre pour critiquer le président ou ses proches. Les sanctions (du coup de fil menaçant au procès) ne se font pas attendre. Le fondateur du principal forum d'information, JamiiForums, Maxence Melo est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation pour avoir refusé de révéler l'identité des contributeurs anonymes de ce site qui ont participé à révéler des scandales de corruption impliquant plusieurs grandes compagnies privées proches du pouvoir. En novembre 2016, le président a ratifié le Media Services Bill, une nouvelle loi sur les médias, qui remplace le Newspaper Act datant des années 1970. Ce nouveau texte a été très critiqué par les organisations de médias ainsi que le Media Tanzania Council qui déplore que ses recommandations n'aient pas été prises en compte. Elle prévoit notamment de lourdes peines de prison et d'amende, et restreint l'espace de liberté des journalistes en permettant plus de contrôle sur le contenu des publications et rendant obligatoire l'enregistrement des journalistes. Par ailleurs, elle oblige tout utilisateur de plateformes de médias sociaux et leurs contributeurs à être accrédités. Rappelons que la Tanzanie occupe la 71^{ème} place sur 180 pays dans l'édition 2016 du Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});